

ACTION URGENTE

VENEZUELA. UN DÉTENU A DISPARU

On ignore depuis le 2 mars à l'aube ce qu'il est advenu de Gilber Caro, qui est emprisonné au Venezuela pour des raisons politiques. Gilber Caro est détenu arbitrairement depuis le 11 janvier 2017. Bien que cet homme soit un civil et un député, il fait l'objet d'un procès illégal devant un tribunal militaire.

Gilber Caro, député du parti d'opposition Volonté Populaire, est détenu arbitrairement au Centre de formation pour l'homme nouveau « El Libertador », dans l'État de Carabobo (centre du Venezuela), depuis mai 2017. On ignore tout de son sort et de l'endroit où il se trouve depuis le 2 mars 2018, selon des informations communiquées à Amnesty International. Ses avocats et ses proches demandent de pouvoir le contacter depuis cette date, mais les autorités ont jusqu'à présent ignoré leurs demandes. Ses proches l'ont vu pour la dernière fois le 21 février pendant les heures de visite du centre de détention.

Le 2 mars, les avocats de Gilber Caro ont reçu des informations non confirmées selon lesquelles les autorités l'avaient transféré dans un autre établissement. Selon des informations émanant des médias, les autorités l'auraient transféré à l'établissement pénitentiaire connu sous le nom de Communauté pénitentiaire Fénix-Lara, dans l'État de Lara (ouest du Venezuela). Le 4 mars, un journaliste a publié sur les réseaux sociaux une vidéo, dont l'authenticité n'a pas été confirmée, dans laquelle Gilber Caro apparaissait et indiquait la date de ce même jour.

Les autorités vénézuéliennes n'ont pas confirmé le transfert de Gilber Caro à ses avocats et ses proches et ne leur ont pas non plus indiqué où il se trouvait et s'il allait bien.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à révéler immédiatement ce qu'il est advenu de Gilber Caro et où il se trouve, et à veiller à la protection de son intégrité physique et mentale ;
- demandez-leur de lui permettre immédiatement de voir librement et de manière privée ses proches et les avocats de son choix ;
- engagez-les à veiller à ce que les droits de Gilber Caro soient pleinement respectés.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 16 AVRIL 2018 À :

Ministre des services pénitentiaires

Iris Varela
Avenida Norte 15 entre Avenida Este 0 y
Avenida Urdaneta
Caracas, Venezuela
Twitter : @IrisVarelaANC
Twitter : @mspenitenciario
**Formule d'appel : Estimada Señora
Ministra, / Madame la Ministre,**

Médiateur

Alfredo Ruiz
Av. Urdaneta, Frente El Universal
Centro Financiero Latino, Piso 27
Caracas, Venezuela
Twitter : @Defensoria_Vzla
Fax : +58 212 507 7025
**Formule d'appel : Estimado Señor
Defensor del Pueblo / Monsieur,**

Copies à :

Amnesty International Venezuela
AIVEN, Torre Phelps, Piso 17
Plaza Venezuela
Caracas, Venezuela
Twitter : @amnistia
Courriel : info@aiven.org

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Venezuela dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

VENEZUELA. UN DÉTENU A DISPARU

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 26 avril 2017, Amnesty International a lancé une campagne demandant la libération de Gilber Caro et de 21 autres personnes détenues arbitrairement pour des motifs politiques au Venezuela. Les informations relatives à cette affaire se trouvent dans le document intitulé *Silenced by force: Politically motivated arbitrary detentions in Venezuela* (<https://www.amnesty.org/en/documents/amr53/6014/2017/en/>).

Le 11 janvier 2017, le député Gilber Caro rentrait chez lui à Caracas et se trouvait sur la rocade de Guacara, dans l'État de Carabobo (centre du Venezuela), quand des agents du Service bolivarien de renseignement national l'ont arrêté. Il était avec Steyci Escalona, une militante du parti d'opposition Volonté Populaire, qui a également été arrêtée, mais qui a été libérée le 24 novembre 2017.

Le même jour, le vice-président du Venezuela a affirmé à la télévision qu'une arme à feu et des explosifs avaient été confisqués à Gilber Caro et Steyci Escalona. Il a ajouté que le député était impliqué dans des activités terroristes, indiquant qu'il avait traversé clandestinement la frontière avec la Colombie.

Gilber Caro a comparu devant un tribunal militaire le 1^{er} juin et a été inculpé de vol de biens militaires et de trahison de la patrie. Non seulement son immunité parlementaire a été bafouée, mais il a également été privé de sa liberté, emprisonné sans mandat et déféré à un tribunal militaire bien qu'il soit un civil.

Durant sa détention, Gilber Caro a dénoncé à plusieurs reprises des violations de son droit à la nourriture et a déclaré qu'il avait été soumis à un traitement cruel, inhumain et dégradant.

Le 23 octobre, le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a déterminé que la détention de Gilber Caro était arbitraire et a demandé sa libération immédiate.

En outre, Amnesty International a signalé la détention arbitraire de Gilber Caro à la Commission interaméricaine des droits de l'homme le 27 février 2018, lors d'une séance publique sur la sécurité publique et les institutions au Venezuela. Au cours de cette séance, Amnesty International a dénoncé d'autres cas de transferts illégaux et irréguliers de personnes détenues arbitrairement, notamment celui d'Alexander Tirado, illustrant les risques que courent les détenus d'être soumis aux actions arbitraires et illégales des autorités vénézuéliennes.

Nom : Gilber Caro
Homme